COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du 25 mai 2012
(convocation du 14 mai 2012)

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Cinq Mai Deux Mil Douze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, Mme LIMOUZIN Michèle, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, M. POIGNONEC Michel, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel à compter de 12h25	Mme. DELATTRE Nathalie à M. DELAUX Stéphan
M. DAVID Alain à M. TOUZEAU Jean à compter de 12h25	M. DUART Patrick à M. GARNIER Jean-Paul à compter de 12h25
Mme. CARTRON Françoise à M. FELTESSE Vincent à compter de 12h	M. EGRON Jean-François à Mme. LIMOUZIN Michèle
M. CAZABONNE Didier à M. CAZABONNE Alain	Mme EL KHADIR Samira à Mme DELTIMPLE Nathalie à compter de 12h
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. DUPRAT Christophe	M. GALAN Jean-Claude à M. GUICHARD Max
M. LAMAISON Serge à M. LABISTE Bernard jusqu'à 10h45	M. GUICHEBAROU Jean-Claude à M. FLORIAN Nicolas
M. PIERRE Maurice à Mme. FOURCADE Paulette à compter de 12h	M. GUILLEMOTEAU Patrick à M. MOULINIER Maxime jusqu'à 9h50
M. PUJOL Patrick à M. POIGNONEC Michel	M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à Mme. LIRE Marie Françoise
M. SAINTE-MARIE Michel à M. ANZIANI Alain à compter de 11h30	Mme. HAYE Isabelle à M. HURMIC Pierre
Mme LACUEY Conchita à M. TURON Jean-Pierre à compter de 12h	M. JOANDET Franck à M. ROSSIGNOL Clément à compter de 12h15
M. SOUBABERE Pierre à M. HERITIE Michel à compter de 10h15	M. MILLET Thierry à M. RAYNAL Franck
Mme TERRAZA Brigitte à M. FREYGEFOND Ludovic à compter de 10h35	Mme. PIAZZA Arielle à Mme. BREZILLON Anne
M. ASSERAY Bruno à M. CHAUSSET Gérard	M. QUANCARD Denis à M. BOBET Patrick
Mme. BALLOT Chantal à M. GUICHOUX Jacques à compter de 12h	M. REIFFERS Josy à M. SOLARI Joël jusqu'à 10h10
Mme BONNEFOY Christine à M. BONNIN Jean-Jacques à compter de 12h	Mme. SAINT-ORICE Nicole à Mme. TOUTON Elisabeth
M. COUTURIER Jean-Louis à Mme. FAORO Michèle	M. SIBE Maxime à M. CAZENAVE Charles

LA SEANCE EST OUVERTE

Réforme des équipements informatique de la Communauté Urbaine - Cession à des structures de l'économie sociale et solidaire - Conventions - Décision - Autorisation.

Monsieur MAURRAS présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

La Direction des Systèmes d'Information renouvelle une partie importante de son parc informatique et dans ce contexte doit demander la réforme de ces anciens équipements.

La Commission des Affaires Générales a statué le 30 mars 2012, sur les propositions de réforme des unités décrites ci dessus.

En février 2012, un lot de 760 écrans plats a été entreposé dans l'attente de la Commission de réforme du 30 mars 2012. Le matériel renouvelé est soit en état de sortie de parc, (dans ce cas le taux de fonctionnement est d'environ 90%), soit hors service et déjà remplacé.

Conformément aux orientations des dispositions relatives à la réforme des biens meubles communautaires, actées par délibération N° 2006/085 1 en Conseil de Communauté du 24 novembre 2006, il est proposé que notre établissement puisse céder du matériel informatique réformé à des structures de l'économie solidaire et promouvoir ainsi un réemploi avec une dimension d'utilité sociale.

1 - Application des principes s'appliquant à la réforme des biens communautaires

Dans la délibération pré-citée, il est indiqué, concernant spécifiquement le matériel réformé :

« La Communauté urbaine a fait le choix d'une opération de réforme de matériels informatique. Dès lors, un dispositif de contractualisation sera recherché, dans le cadre du décret 2005/0829 du 20 juillet 2005, avec des associations de l'Economie Sociale et Solidaire, dans l'optique d'une revente à l'euro symbolique, de ce matériel réformé, en s'assurant que celles-ci disposent des capacités techniques et des moyens humains nécessaires pour assurer le recyclage de ces biens compte tenu des volumes concernés. »

Conformément au cadre de la délibération 2006/0851, les équipements en bon état de service faisant partie de la réforme seront cédés à l'euro symbolique, aux structures d'insertion par l'activité économique agréées de notre territoire, qui en ont exprimé le besoin.

Comme cela a été fait en 2009, pour pouvoir réaliser cette opération de cession dans des conditions équitables :

- d'une part, la CUB a mobilisé le Groupement Aquitain des Réseaux de l'Insertion par l'Economique, (GARIE) tête de réseaux des structures d'insertion par l'économique, afin que l'opération se déroule en lien étroit avec toutes les structures du territoire.

- d'autre part, la CUB s'appuiera sur les 2 structures de l'économie solidaire qui ont une expertise dans le domaine des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) et les capacités logistiques d'enlèvement, transport, réemploi des matériels (ENVIE 2^E à Bassens et GI Informatique à Avensan).

En effet, ENVIE2E et GI Informatique appartiennent au champ de l'économie sociale et solidaire, en tant que structures d'insertion agréées par l'Etat :

- elles certifient disposer des capacités techniques et des moyens humains nécessaires en vue d'assurer le traitement de ces biens, compte tenu des volumes concernés.

- le projet d'utilisation est compatible avec nos orientations (actions à finalité sociale) ;

- elles disposent des capacités à garantir la traçabilité du matériel et à rendre compte d'un bilan d'utilisation.

2 - Proposition de cession et de répartition du matériel informatique réformé entre les structures de l'économie solidaire

En février 2012, un lot de 760 écrans plats a été entreposé chez ENVIE 2^E dans l'attente de la Commission de réforme du 30 mars 2012 et dans le but de réemployer ces matériels évitant ainsi leur destruction.

-> Il est proposé que **460 écrans plats** soient répartis auprès des deux opérateurs suivants :

- 230 pour **ENVIE 2E** : Association nationale organisée en entreprises sociales régionales et locales, ENVIE 2^E Aquitaine est basée à Bassens. L'entreprise propose ses services dans le domaine de la collecte, du tri, du regroupement et du traitement et du recyclage des déchets, notamment des DEEE (Déchets d'équipements électriques et électroniques) en lien avec des éco-organismes (Eco-systèmes et Ecologic). Elle compte 67 salariés, dont 47 en insertion. Elle permet dans ce cadre à des personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, de bénéficier de contrats de travail en vue de faciliter leur insertion professionnelle. Elle met en œuvre des modalités spécifiques d'accueil et d'accompagnement.

- 230 pour GI Informatique : Entreprise d'insertion labellisée ordi 2.0, le programme Ordi 2.0 encourage le réemploi du matériel plutôt que la destruction. GI Informatique est spécialisée dans la récupération et la vente de matériel informatique neuf et d'occasion, ainsi que recyclage et revalorisation de matériel informatique. Cette entreprise d'insertion emploie 7 salariés ETP en insertion et 2 ETP permanents. Elle assure également des services de dépannage, de maintenance en atelier et sur site, d'Ingénierie, Formation et assistance. G I Informatique apporte ainsi une expertise dans le domaine des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) et une aide matérielle à des structures d'insertion par l'activité économique.

Chaque structure s'engage auprès de la Communauté urbaine à établir un suivi du matériel, selon les modalités techniques propres à chacune d'elle (système de bons ou reçus, suivi par scannérisation, bilan d'opération...) et qui sera communiqué à la CUB en fin de cession. Ces dispositions sont prévues dans les conventions de partenariat ci-jointes.

-> En ce qui concerne les **300 autres écrans**, le GARIE a fait un premier appel auprès des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) de la Gironde.

Au terme de ce processus de consultation, au mois de mars, il est proposé de répartir les écrans plats 17 pouces auprès des structures d'insertion demandeuses : 27 structures ont formulé une demande, dont la synthèse figure en annexe, correspondant à un total de 135 écrans.

A l'issue de cette première cession d'écrans, un second appel à candidatures sera lancé dans les prochains mois de la même façon, en lien avec le « Groupement Aquitain des Réseaux de l'Insertion par l'activité Economique » (GARIE).

Aussi, si tel est votre avis, il vous est proposé, Mesdames et Messieurs de bien vouloir :

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT QUE la proposition de réforme de matériels informatique et la cession de ce matériel, à l'euro symbolique, à des structures d'insertion par l'activité économique agréées de notre territoire, entre dans le cadre de la charte communautaire des biens réformés

DECIDE

Article 1 : la réforme de ces matériels informatiques, conformément à la décision de la Commission de réforme du 30 mars 2012

Article 2 : le principe de la cession, à l'euro symbolique, des 760 écrans plats 17 pouces réformés, à des structures de l'économie sociale et solidaire, selon la répartition suivante :

- 230 à ENVIE 2^E
- 230 à GI Informatique
- 135 aux structures de l'ESS (liste jointe)
- 165 qui donneront lieu à une nouvelle délibération à la suite du second appel à candidature

Article 3 : d'autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ci-annexées prévoyant la remise, l'utilisation et la traçabilité du matériel cédé à ENVIE 2^E et GI Informatique.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.
Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 25 mai 2012,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
19 JUIN 2012**

PUBLIÉ LE : 19 JUIN 2012

M. FRANCK MAURRAS